

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

**La sidérurgie de la Loire
devant le pool charbon-acier**

par A. LAVAL

Une controverse sur le problème allemand :

**L'héritage de Poincaré, d'Hitler
et de Staline**

par R. HAGNAUER

**Réflexions autour du congrès
des Métaux F.O.**

par M. CHAUSSE

Pour une politique ouvrière

par L. MERCIER

La leçon de Berlin

par R. LOUZON

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR
Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 84 - Juin 1954

La sidérurgie de la Loire devant le pool charbon-acier	A. LAVAL P. PASCAL
L'Ecole soviétique	
Une controverse sur le problème allemand: L'héritage de Poincaré, d'Hitler et de Staline	R. HAGNAUER
Le congrès de l'Union des syndicats F.O. de la Région parisienne :	
La foire d'empoigne	M. LEPRIX
Impressions d'un congrès d'U.D.	E. EICHENLAUB
Au Comité National Confédéral F.O. :	
Action syndicale ou propagande politique	R. H.
Notes sur le C.C.N.-F.O.	T. PEYRE Le bureau régional des jeunesses syndicalistes P.T.T.
Jeunes ?	
Réflexions autour du congrès des Métaux F.O.	M. CHAUSSE
Dien Bien Phu, ou la dernière chance amé- ricaine ?	J. P.
Pour une politique ouvrière	L. MERCIER
Parmi nos lettres	
L'hommage à Jouhaux	P. MONATTE
Notes d'économie et de politique	
La leçon de Berlin. — Après Hauteclocque, Guillaume. — L'Amérique à figure de Janus	R. LOUZON
La renaissance du syndicalisme	
La situation économique et les salaires ..	U. T.
Les propos du prolo : Sous le règne d'Ed- gar Faure. — Les classes moyennes ont tenu leur 8 ^e congrès. — Les syndicats américains et le plein emploi. — L'évo- lution du niveau de vie aux U.S.A. — La ségrégation dans les écoles publiques est enfin abolie aux U.S.A.	
La vie des cercles	
La conférence de R. Chéramy : Masses arabes et impérialismes en Egypte.	
Entre nous	

Librairie Economique et Syndicale

Société nouvelle coopérative d'impression, d'édition et de librairie

198, avenue du Maine, PARIS-14^e

Tél. : SUFFren 66-70 poste 36

CCP Paris 7741-35

Francs

Karl Marx : Contribution à la critique de l'économie politique	450
(Cet ouvrage offre le même intérêt que « Le Capital », qu'il complète nécessairement. Une introduction historique expose comment fut réalisée la « Critique de l'économie politique » et les transitions nuancées qui formèrent le cheminement d'où sortit « Le Capital ».)	
Henri de Man : L'ère des masses et le déclin de la civilisation	825
(L'auteur reprend le thème spenglerien du déclin de l'Occident sur lequel il s'inscrit en faux, de même qu'il soumet d'autre part les vues de Toynbee à une critique sévère. Ce livre fourmille d'idées originales.)	
Maurice Genevoix : Fatou Cissé	425
(Un très beau roman, le drame pathétique de l'amour maternel chez une femme noire.)	
Bouriez-Gregg : Les classes sociales aux Etats-Unis	850
(Etude sociologique très détaillée comportant de nombreuses références économiques, avec graphiques, tableaux et figures.)	
James Jones : Tant qu'il y aura des hommes	750
André Ribot : L'Esperanto, cet inconnu	100
(Tout homme doit savoir deux langues : celle de son pays et l'esperanto.)	

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »

LA SIDÉRURGIE DE LA LOIRE DEVANT LE POOL CHARBON-ACIER

Le problème est si vaste... Aussi doit-on au départ circonscrire très nettement les objets de cette petite étude : *résumer les pensées de la plus grande partie des syndicalistes libres du département en face des incidences premières du pool, par rapport surtout aux usines sidérurgiques de la Loire.*

Nous ne rentrerons donc pas dans l'analyse des quelque cent articles du traité ni dans celle de ses volumineuses annexes.

Nous n'avons pas plus la prétention de porter appréciations et critiques sur l'année première de fonctionnement de la C.E.C.A. (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).

Toutefois il semble nécessaire de redire les raisons majeures qui ont entraîné les syndicats libres des six pays intéressés à participer à l'opération.

L'internationalisme traditionnel du syndicalisme ouvrier de notre moitié d'Europe ne peut, à priori, tolérer aucune dérobade devant toute initiative même timorée, imprécise ou incomplète qui contribuerait à abattre les poteaux frontières.

L'idée de l'unification économique d'une partie de l'Europe dans ses industries-clés du charbon et de l'acier reçut donc d'emblée la sympathie des syndicats affiliés à la C.I.S.L. et à la C.I.S.C. Pour eux, le traité du charbon et de l'acier conclu entre les six pays (France, Allemagne, Italie, Belgique, Luxembourg, Hollande) comportait certes beaucoup d'aléas, voire de risques. Il avait le mérite d'être une première réalisation concrète alors que l'on n'était encore jamais sorti des théories généreuses... mais aussi... fumeuses !

Dans ses buts le traité est excellent :

— en finir avec les rivalités séculaires et marcher vers la paix ;

— harmoniser l'économie générale des pays membres ;

— répartir plus rationnellement la production au niveau de productivité élevée, tout en prenant les mesures nécessaires pour sauvegarder le plein emploi ;

— veiller à l'établissement des prix les plus bas dans l'intérêt des 160 millions de consommateurs du marché commun ainsi créé ;

— améliorer les conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre, les égaliser dans le progrès.

Pendant si les syndicalistes libres se déclarèrent partie prenante dans l'opération C.E.C.A., ils se gardèrent de l'euphorie. La résolution adoptée à la Conférence intersyndicale des six pays, réunie à Luxembourg les 16-18 mars, démontre leur réalisme et les exigences qui, dans l'avenir, conditionneront peut-être la participation ouvrière.

L'inspiration du plan suscite les premières réserves. Le pool Schuman est doté de toutes sortes de qualificatifs par la propagande stalinienne. C'est l'entente Krupp-De Wendel et consorts... Il serait ridicule de croire que sa

cheville ouvrière, M. Monnet, soit l'homme des magnats de la sidérurgie. Pour s'en convaincre rappelons-nous l'opposition vigoureusement déployée, au moment de la ratification du traité par l'Assemblée, par P. André, porte-parole des gros sidérurgistes lorrains au Parlement français. Relisons aussi les revues professionnelles de l'époque de mise en route.

Mais si le grand technicien des plans qu'est Monnet n'est pas l'homme des trusts, il n'est pas non plus l'homme des syndicats ouvriers. Aussi considérons-nous que l'inspiration du plan Monnet, appelé Schuman, est nettement *libérale*.

La participation des représentants directs des travailleurs dans les différents organismes de la C.E.C.A. est trop mince pour être déterminante. Sur les neuf membres de la Haute Autorité, Paul Finet est l'unique syndicaliste coopté en tant que tel.

Supposons toutefois que cette Haute Autorité soit animée du réel désir de faire fonctionner la C.E.C.A. dans ses perspectives fondamentales : une année de fonctionnement démontre déjà toutes ses difficultés, ses hésitations et ses impuissances. Les « Neuf » de Luxembourg sont souvent ceinturés par les expressions nationales et professionnelles. Ils doivent se défendre contre des professionnels, des représentants politiques ou de gouvernements, voire même des représentants ouvriers, soucieux de défendre avant tout des intérêts étroitement locaux. Les ententes professionnelles obligent aussi les « Neuf » à veiller sur les possibilités continues de reconstitution des cartels capitalistes à l'ombre de la C.E.C.A.

Les déclarations de Paul Finet faites lors d'une conférence à Paris le 22 janvier dernier (voir R.P. avril) relataient toutes les difficultés majeures de la C.E.C.A.

A ce propos nous avons fort apprécié le réalisme et la franchise du premier président de la C.I.S.L. qui pratique certes « cette politique de présence » toujours si contestée et contestable dans les milieux ouvriers français, mais qui la pratique avec une affirmation soutenue de sa personnalité et un sens critique développé. Quelle leçon pour certains des nôtres dans d'autres domaines de « présence » !

Le pool va-t-il liquider la sidérurgie de la Loire et du Centre-Midi ?

Les cégéto-staliniens l'affirment. Les vieux « maîtres de forges » de notre région sont aussi catégoriques.

Il est incontestable qu'il précipite quelques fermetures d'usines, ou tout au moins amène une réduction sensible de l'emploi.

Par contre, de ce fait, il oblige les milieux industriels de la Loire à adopter un plan de

modernisation et de rationalisation et parallèlement un plan de reconversion.

Le pool avec ses inconvénients immédiats entraîne, bon gré mal gré, les industriels de notre région à procéder à des opérations de concentration de fabrications, de spécialisations de production, de rééquipement et de modernisation, de fusions. Si ces opérations ont des répercussions pénibles pour le plein emploi pendant deux ou trois ans, si elles se situent parfaitement dans le régime capitaliste, elles n'en sont pas moins *économiquement saines*.

On se demande si les conseils d'administration et les directions de nos sociétés sidérurgiques du Centre, routinières et conservatrices, auraient été capables de prendre ces mesures « à froid » ? Dans l'article précédent (R.P. de mai), nous faisons ressortir toutes les erreurs et les imprévoyances passées du patronat de la Loire. Il n'est pas douteux que nos industries régionales étaient engagées dans une mort lente. Les exigences concurrentielles à court terme du marché commun de l'acier auront peut-être été le coup d'aiguillon salutaire.

Certes l'activité sidérurgique pure du Centre-Midi sera obligatoirement réduite. Mais cette réduction intervenant dans des délais assez courts pose l'urgence des adaptations nécessaires pour l'emploi de la main-d'œuvre excédentaire. Elle doit obliger les responsables à prendre des mesures alors que la lente et continue hémorragie des effectifs occupés dans la sidérurgie et les mines ne bousculait personne tant dans les sphères dirigeantes des pouvoirs publics que du monde industriel.

Caractéristiques essentielles de la sidérurgie de la Loire

C'est l'exploitation des premières mines de charbon du Centre de la France qui valut l'importance industrielle de notre région.

Depuis cette origine d'autres régions, en particulier les bassins du Nord et de l'Est, se sont considérablement développés.

D'autres ressources énergétiques ont été utilisées avec la création des aciéries électriques dans les Alpes en particulier.

Dans l'Est, le minerai de fer est sur place. Dans le Centre, les ressources charbonnières n'ont plus pour la sidérurgie le même intérêt qu'il y a seulement cinquante ans.

Aussi depuis fort longtemps la sidérurgie du Centre joue en France le rôle de sidérurgie d'appoint. Elle fonctionna intensément dans les deux périodes de guerre. Elle réduisit notablement son activité deux ou trois ans après la libération et ne connut un sensible regain d'activité qu'au moment du déclenchement de la guerre de Corée : les tableaux reproduisant les mouvements d'effectifs occupés sont significatifs.

La Loire se présente avec un potentiel industriel en général très vieux et surtout irrationnel. Sa dispersion fut dûment constatée par les équipes de travail du plan Monnet qui fonctionnèrent immédiatement après la guerre.

C'est ici qu'il faut signaler la grande contradiction des deux attitudes des dirigeants communistes de la métallurgie. En 1946-47, ils cautionnent le plan Monnet et participent à l'élaboration du rapport de la Commission

de modernisation de la sidérurgie. Ce rapport préconise des solutions radicales de regroupement et de fusion dans la sidérurgie de la Loire, sans se préoccuper tellement du sort de la main-d'œuvre rendue disponible par cette concentration. En 1952-53, ils prennent violemment à partie la réalisation partielle de ce qu'ils avaient préconisé. A signaler que ces opérations se faisant dans le cadre du plan Schuman, la main-d'œuvre bénéficie des garanties sociales prévues dans les clauses dites « de sauvegarde » du traité du charbon et de l'acier ; garanties sociales dont était totalement dépourvu le premier plan Monnet.

Pour l'information du lecteur, on ne saurait d'ailleurs mieux faire que d'extraire du rapport cité ci-dessus les principaux passages intéressant notre département et le Centre-Midi :

« Le problème posé à la commission est donc beaucoup plus un problème de modernisation et d'organisation de la production qu'un problème d'extension, car, est-il besoin de le dire, les approvisionnements nécessaires étant réunis, la main-d'œuvre recrutée, la sidérurgie serait sans doute en mesure de produire 12 millions de tonnes d'acier ; mais ce ne serait pas en réalisant une consommation minimum de charbon et de main-d'œuvre, les installations les plus anciennes n'ayant vraisemblablement pas de prix de revient acceptables sur le marché international. »

Au sujet des usines du Centre le rapport précise :

« Par ailleurs, on trouve, dispersées sur tout le territoire, un certain nombre de petites usines parmi lesquelles il est admis de rassembler en un groupe homogène les usines dites du littoral, dont l'existence a pu se justifier jadis par l'importation de minerai, et qui, dans certains cas, se justifient encore par l'importation charbonnière. »

L'inventaire fait, la commission prononçait l'arrêt de mort d'un certain nombre d'établissements :

« Si l'on tient compte de certaines fabrications particulières : fonte pure, aciers très spéciaux, laminés spéciaux, réservés à 12 usines, c'est 24 usines qui seraient seulement au maximum nécessaires — 24 contre 177 existantes. »

Plus loin on lit encore :

« ...Et en rappelant qu'en 1938, la sidérurgie française marchait à 50 % de sa capacité, on peut affirmer que la concentration des usines assurerait une économie de main-d'œuvre de 60 %. »

Le bilan établi par la commission qui fonctionna de mai 1946 à février 1947, avec la participation active de la C.G.T. présidée par Costes, secrétaire de la Fédération des Métallurgistes, était dur dans ses conclusions :

- disparition de 153 établissements ;
- mise en chômage de 60 % du personnel.

Voyons d'une façon plus précise encore ce que donnait le rapport à propos des usines de la Loire :

« Le groupe des Aciéries de la Loire comprend cinq usines : Marrel, Assailly, St-Charles, St-Etienne, Firminy, alignées d'est en ouest sur une longueur totale de 35 kilomètres seulement. »

« Il constitue un ensemble de fabrications encore plus dispersé au point de vue techni-

que que le précédent et comporte essentiellement : 4 aciéries Martin, 5 aciéries électriques, 4 grosses forges, 4 fonderies d'acier, 5 centres de laminage, 5 tôleries, etc... Au total ces cinq usines ne constituent pas un ensemble dont la capacité globale excède celle qu'on peut raisonnablement admettre pour une usine unique. Des mesures radicales de rationalisation peuvent se concevoir qui conduiraient à concentrer l'ensemble de ces installations sur une seule aciérie Martin, une seule aciérie électrique, une seule forge, une fonderie, etc... Là encore la commission a estimé que, pour être admissible, son plan devrait être plus nuancé et chercher davantage à respecter au mieux un équilibre relatif entre les différentes usines. Elle est toutefois persuadée que tout plan de rationalisation de la Loire, si respectueux qu'il puisse être des situations acquises, devra reconnaître qu'il n'y a pas place dans la Loire pour plus de deux aciéries Martin, deux forges, si possible un seul blooming, deux groupes de trains finisseurs.

» En l'absence de propositions satisfaisantes venant des usines intéressées, un plan de rationalisation a été étudié par la commission, conçu suivant les modalités suivantes :

» — Arrêt des Aciéries Martin de St-Chamond et Firminy ;

» — Création d'un blooming à St-Etienne à côté de la plus importante aciérie Martin ;

» — Arrêt des grosses forges de Firminy et St-Etienne. La forge de St-Chamond, spécialisée dans les procédés de cambrage, serait alimentée en ébauches venant de Marrel ;

» — Concentration à St-Chamond et Firminy des fours électriques de la Loire ;

» — Arrêt des mouleries d'acier d'Assailly et de St-Etienne. Les deux mouleries de St-Chamond et de Firminy alimentées par des fours électriques ne pourraient aborder les très gros moulages qui seraient exécutés par le groupe du centre (Montluçon et Le Creusot) ;

» — Arrêt des trains à grosses tôles de St-Chamond et Firminy et report sur celui de Marrel ;

» — Arrêt des tôleries de St-Etienne et report sur le train Blain de Firminy. Les tôles, qui, en raison de leurs dimensions, ne pourraient être élaborées sur ce train seraient fournies par la tôlerie du Breuil ;

» — Arrêt du gros mill de St-Etienne et report sur les gros trains des autres usines ;

» — Alimentation des trains à barres de la Loire en demi-produits fournis par St-Etienne ;

» — Bloomage à St-Etienne des lingots de laminage coulés chez Marrel ou à St-Chamond. Les lingots de Firminy, limités aux aciers les plus spéciaux, seraient laminés sur le blooming de cette usine ;

» — Déplacement à Assailly des fabrications des petits mills de St-Etienne ;

» — Aménagement de tous les fours au gaz riche par branchement sur un réseau de distribution alimenté par les cokeries de la Loire et par une cokerie sidérurgique centrale dans la région Chasse-Givors ;

» — Concentration sur St-Chamond et Lorette (Mavilor) des moyens d'estampage ;

» — Concentration des moyens de recherches dans un laboratoire central ;

» — Modernisation des outils conservés. »

Signalons enfin quelques noms de militants de la C.G.T. qui aux côtés de Costes ont participé à l'élaboration de ce plan : Chirat,

Tromparent pour St-Chamond, Collus pour St-Etienne, Crochat pour Firminy, Bouget pour Rive-de-Gier.

Où en est-on aujourd'hui ?

L'entrée en vigueur du marché commun du charbon et de l'acier a obligé la mise en application de certaines données de ce plan établi en 1946-47 et resté lettre morte.

Les usines de la Loire, rébarbatives aux exigences du premier plan Monnet, figées dans leurs routines et superbement indépendantes avec leur esprit de clocher, en arrivent aux rationalisations et aux concentrations nécessaires sur les bases les plus favorables retenues dans chacune d'elles, soit pour des raisons de position géographique ou d'outillage plus évolué. Cela était indispensable, sous peine qu'elles soient irrémédiablement éjectées du circuit concurrentiel.

Ces opérations se font bien sûr dans le style financier et capitaliste le plus pur. Ainsi l'on a vu fusionner un ensemble très important : d'abord les Fonderies, Forges et Aciéries de St-Etienne ont fusionné avec les Forges et Aciéries de la Marine et Homécourt de St-Chamond pour constituer une première société : Forges et Aciéries de la Marine et St-Etienne. L'an dernier cette société a fusionné avec les Aciéries de Firminy et les Ets Jacob Holtzer pour constituer les « Ateliers et Forges de la Loire ». A l'exception de Marrel à Rive-de-Gier, les grosses sociétés du département constituent donc maintenant une société unique.

Les fusions de fabrications, les spécialisations d'usines, les regroupements qui s'effectuent, rappelons-le encore une fois, semblent constituer des opérations économiquement saines. Elles étaient dans certains cas inévitables et urgentes à réaliser.

Bien que nous ne rentrions pas encore dans les rigueurs du premier plan de modernisation, le douloureux problème de la main-d'œuvre est malgré tout d'ores et déjà posé. Il y a surcroît, il y a des mutations d'une usine à une autre, il y a des déclassements.

Les techniciens estiment que la période de transformation durera deux années avec les difficultés d'emploi qui lui sont inhérentes.

Les prévisions veulent que l'activité sidérurgique pure soit simplement maintenue à son niveau actuel mais avec des moyens perfectionnés qui rendront encore des bras disponibles. Cette activité se limiterait à la production de spécialités, ce qui semble très rationnel compte tenu de la situation géographique et de l'éloignement des matières premières. La production de métal serait essentiellement orientée ainsi en fonction de l'approvisionnement de l'industrie régionale de transformation.

Par contre les gros usinages, pour lesquels nos usines possèdent des pièces d'outillage exceptionnelles, ainsi que les ateliers de construction et la fonderie de fonte seraient très développés et devraient largement absorber l'excédent de main-d'œuvre venant de la sidérurgie.

Position des syndicats libres

Dans une région où le patronat a toujours brillé par ses courtes vues et travaillé à la

petite semaine, pour une fois que l'on semble s'engager dans la réalisation d'un plan d'avenir qui tient debout, a-t-on le droit de faire de l'opposition systématique ?

On ne doit pas non plus se faire des illusions, malgré tous les apaisements qui nous sont donnés à propos du sort de la main-d'œuvre, sachant bien pour quelle quantité négligeable le facteur humain est considéré en régime capitaliste.

Les positions des syndicalistes libres se résument donc aux points suivants :

— Ne s'opposer à aucune transformation économiquement valable, la favoriser dans la mesure de nos faibles moyens ;

— Hâter les reconversions ou les créations d'activités nouvelles pour maintenir le plein emploi ;

— Faire jouer au maximum les clauses de sauvegarde prévues dans les articles sociaux du traité du charbon et de l'acier à l'adresse de la main-d'œuvre des régions comme la Loire où le marché commun a des incidences sérieuses.

A ce propos, une aide non remboursable de trois cents millions a été sollicitée auprès de la Haute Autorité pour permettre de passer le cap difficile des deux années de réadaptation. L'attribution de cette aide destinée exclusivement aux travailleurs permettrait peut-être le plein emploi pendant cette période aux « Ateliers et Forges de la Loire ».

Elle pourrait financer, par exemple : des compléments de salaires pour les déclassés, des centres de réadaptation pour ceux dont l'activité d'origine disparaîtra... Car nous estimons que dans la sidérurgie de la Loire les déplacements de main-d'œuvre ne doivent pas être envisagés. La région représente dans le domaine des industries transformatrices suffisamment de possibilités si l'on veut en prendre les moyens. Malheureusement l'obtention de cette aide s'avère très difficile à l'heure présente où tous les « fonds sociaux » de la Haute Autorité de la C.E.C.A. semblent devoir être destinés aux constructions de logements pour les mineurs.

Entre les financiers capitalistes qui, comme toujours, ne considèrent que la rentabilité de leurs capitaux, entre les technocrates, entre les cégéto-communistes qui spéculent sur les licenciements et le chômage, la tâche des syndicalistes libres accusés « de cautionner le plan de misère et de faillite de la Loire » n'est guère aisée. Cependant les ouvriers ne sont pas toujours dupes, puisque les dernières élections professionnelles aux Acieries de St-Chamond donnaient à la C.G.T.-F.O. la majorité absolue dans quatre importants chantiers de l'usine.

Antoine LAVAL,

Union régionale des syndicats
de la Métallurgie C.G.T.-F.O. de la Loire.

L'ÉCOLE SOVIÉTIQUE

Nos amis Ida et Nicolas Lazarévitch publient aux Iles d'or un livre sur l'École soviétique.

Nous croyons utile de donner ici la préface de Pierre Pascal. Il s'agit d'une œuvre dont la valeur documentaire et critique nous paraît de nature à éclairer tous nos camarades — et particulièrement les membres du corps enseignant — sur l'une des faillites les plus significatives de la Révolution russe.

La Russie a toujours été mal connue. Elle était figurée autrefois, pour bien des gens, par le grand-duc en tournée et le moujik barbu. Le premier était un sultan des Mille et une Nuits, et le second une espèce d'homme des cavernes. La Russie était donc un pays bien pittoresque, mais en retard de plusieurs siècles. Il était facile, dans cet état d'esprit, d'accueillir comme des vérités les affirmations audacieuses de la propagande bolchévique. Si la Russie en était encore, en 1917, au moyen âge, et si maintenant elle a des usines, des chemins de fer et des écoles, il est évident que c'est aux bolcheviks qu'elle le doit.

Il ne serait pas mauvais qu'on nous donnât un jour un tableau de ce qui existait en Russie avant 1917 en fait d'industrie et de voies de communication. Il serait bien utile aussi de comparer, aussi objectivement que possible, la condition matérielle et morale du paysan et de l'ouvrier, et de la mère de famille, et du fonctionnaire, alors et aujourd'hui. Mais il faut sérier les questions. I. et N. Lazarévitch nous parlent aujourd'hui de l'instruction publique, et c'est aussi un domaine de toute première importance.

Combien de nos contemporains, qui ne sont nullement communistes, ni même sympathisants, mais qui se veulent simplement équitables, disent et pensent sincèrement : « Certes, le régime est abominable, je n'en voudrais pas chez nous pour rien au monde, mais il faut reconnaître qu'il a fait beaucoup pour l'instruction du peuple... Il n'y a plus d'illettrés... Les écoles... Les musées... Un effort admirable... »

L'équité et même l'enthousiasme ne sont pas choses mauvaises. Je me souviens d'avoir éprouvé un frisson de regret et d'envie devant le merveilleux programme d'instruction et d'éducation nouvelles développé par Lounatcharski dans les premières semaines de la révolution. Heureux enfants, qui allaient être vraiment des hommes complets ! Heureux peuple, composé de tels hommes ! Heureuse humanité, qui n'aura plus qu'à suivre de tels exemples ! — Mais trente-six ans ont passé, et l'on est bien obligé de considérer les résultats, plutôt que les programmes.

C'est précisément ce que font les auteurs de ce petit livre. Ils ne se proposent ni de déprécier les efforts du pouvoir des Soviets ni de louer l'ancien régime. A vrai dire,

ils n'instituent même pas la comparaison, car sur l'état de l'instruction publique avant 1917 ils sont très succincts. Ils se bornent à décrire rapidement le point de départ, pour qu'on puisse apprécier en connaissance de cause ce qui a suivi.

Il n'est certes pas indifférent de savoir — pour peu qu'on ait le respect de la vérité — que le principe de l'instruction primaire universelle et gratuite avait été voté le 3 mai 1908, en même temps qu'était établi un plan de construction d'écoles, avec les moyens financiers correspondants. La réalisation de cette grande œuvre était confiée surtout aux collectivités locales, sous la conduite des zemstvos. Le nombre des écoles primaires dépassait déjà 122.000 à la fin de 1914, avec près de 8.150.000 élèves. On trouvera ces chiffres, et d'autres encore, dans le corps de l'ouvrage. Les auteurs auraient pu les multiplier. Mais ce qu'il faut retenir aussi, c'est que ces écoles étaient animées par des pédagogues convaincus, compétents, ouverts à tous les progrès et assez respectés pour s'adonner librement à leur tâche. Bref, une revue dirigée par Gorki estimait en 1916 que le plan de construction d'écoles serait entièrement réalisé, c'est-à-dire que chaque enfant d'âge scolaire aurait une école à moins de trois verstes de son domicile, et que la Russie n'aurait plus de jeunes illettrés en 1922.

On ne saurait faire grief aux successeurs du gouvernement tsariste de n'avoir pas obtenu en 1922 les résultats escomptés : la guerre d'abord, la révolution et la guerre civile ensuite et surtout avaient non seulement arrêté le progrès, mais aussi accumulé les ruines. Mais depuis ?

Les auteurs passent en revue les diverses branches de l'éducation nationale pour s'enquérir de leur situation au cours des années révolutionnaires et à l'heure actuelle. On s'étonnera peut-être qu'ils puissent être aussi bien documentés ; certains s'en inquiéteront : « Nous ne savons rien de ce qui se passe là-bas ! » Erreur absolue : seul ne sait rien celui qui ne veut pas savoir. Si je ne craignais de déprécier les mérites des auteurs, je dirais plutôt qu'en ce qui concerne leur sujet, il n'est rien de plus facile que de recueillir une abondante documentation. Il suffit de lire les livres, les brochures, les programmes, les règlements, publiés dans l'U.R.S.S., et de suivre la presse, générale ou spéciale, par exemple la si typique *Gazette des Instituteurs*. Il faut seulement lire attentivement, non pas « entre les lignes », mais avec l'esprit actif, en faisant les vérifications, recoupements, constatations qui s'imposent. C'est le travail auquel se sont livrés les auteurs, et leur moisson est, je crois, de qualité. Au lecteur de tirer les conclusions !

Il m'en apparaît une que je ne puis me retenir d'exprimer. C'est que, dans l'ordre de l'instruction publique comme dans les autres domaines, la révolution apportait beaucoup de possibilités : la suppression de bien des entraves, de beaux et larges programmes, l'appel à des énergies nouvelles. Mais ces possibilités ont été stérilisées rapidement par la mainmise de l'Etat totalitaire. Les initiatives personnelles ou locales, si essentielles à la vie de l'école, ont été bannies. Les maîtres ont été privés de leur indépendance, assujettis à toutes sortes de tâches étrangères à la leur. Tout a été mécanisé, sans harmonisation véritable : de là des écoles sans mobilier, des

classes sans cahiers, des instituteurs sans instruction, des écoliers sans véritable formation. Là où l'Etat se substitue à l'homme, il peut être dépensé des milliards, construit des centaines de milliers de bâtiments, imprimé des dizaines de millions d'exemplaires de manuels, envoyé et déplacé des armées d'instituteurs, mais il ne sera pas répondu aux besoins d'instruction du peuple. Or le peuple russe est plus qu'aucun autre peut-être avide de savoir et de comprendre. En fait d'instruction aussi, les bolchéviks ont trompé son attente.

Je souhaite que ce petit livre, qui n'a d'autre but que d'éclairer ceux qui désirent voir les choses comme elles sont, en une matière d'aussi grosse conséquence, obtienne le succès qu'il mérite.

Pierre PASCAL,
Professeur à la Sorbonne.

Parmi nos

LETTRES

L'hommage à Jouhaux

L'article de Delsol sur Jouhaux, comme il était à prévoir, ne pouvait satisfaire les camarades qui ne pardonnent pas à Jouhaux d'avoir été, depuis 1914, le principal artisan de l'abandon par la C.G.T. des principes du syndicalisme révolutionnaire. Dans une lettre qu'il adresse à Charbit, notre camarade Monatte exprime son mécontentement en ces termes :

...Je ne te fais pas de compliments pour l'article de Delsol sur Jouhaux dans la dernière R.P. Il aurait mieux valu ne rien dire que dire cela. Tu étais mécontent de l'article, je le sais. Mais ce qui te chiffonnait, je suppose, c'était le rappel de menus services rendus par Jouhaux. Rappel assez déplaisant. N'était-il pas naturel de sa part de rendre ces services ? Il en a exploité le bénéfice trop souvent.

L'essentiel n'a pas été dit par Delsol. Jouhaux, par son attitude en 14, est responsable du déraillement du mouvement syndical français. Et de sa dégénérescence morale et intellectuelle. Pourtant, m'objecteras-tu, le mouvement s'est renforcé numériquement. Ce n'est pas le fait de Jouhaux ni de son syndicalisme de collaboration. C'est le résultat du brassage de couches ouvrières profondes par la guerre de 14-18, puis en 1934 par la peur ressentie au fin fond de la classe ouvrière devant la menace réactionnaire du fascisme pouvant détruire la République.

Jouhaux pacifiste, prix Nobel de la Paix, quelle vaste rigolade ! S'il y a quelqu'un qui ait lutté contre la paix en 14 comme en 39, c'est bien lui. Jusqu'à ses derniers jours avec la Démocratie combattante.

De notre point de vue le révolutionnaire prolétarien, même rigolade ! Il a été de 14 à 54 le plus grand adversaire de la révolution prolétarienne, non pas la revue, le principe.

Aussi je reste ébahi que Delsol ait pu écrire cet article. Le Delsol de 54 ne se rappelle plus ce que pensait le Delsol de 19-24...

Il ne manquait plus à la R.P. que de louer Jouhaux. Elle aurait mieux fait de se taire, puisqu'elle n'était pas capable de dire posément, sans violence verbale, ce qui nous avait opposé à lui pendant quarante ans.

L'héritage de Poincaré d'Hitler et de Staline

Nous sommes de plus en plus inquiets et alarmés par la persistance de préjugés « germanophobes » chez des camarades que l'on pourrait croire immunisés contre ce mal. Ce qui nous étonne, c'est que des internationalistes authentiques ne réagissent pas énergiquement et immédiatement.

Le numéro des *Cahiers Fernand Pelloutier* (édités par la C.G.T.-F.O. et le Cercle d'Education Ouvrière) de mars 1954 publie une chronique allemande de notre excellent camarade J. Peyraube qui appelle de sérieuses réserves quant à l'interprétation des faits et de sérieuses objections quant à la conclusion.

Nous avons rédigé une réponse que la rédaction des *Cahiers* a acceptée mais qui ne pourra être publiée que plus tard. La qualité du rédacteur, l'urgence du problème, l'approbation des thèses de Peyraube par des universitaires syndicalistes nous incitent à porter le débat dans la R.P.

Citons d'abord quelques extraits caractéristiques de l'article de Peyraube :

Cette « force élémentaire » — expression des manifestations du 17 juin 1953 — semble s'être levée en réaction contre trois modes d'oppression différents :

1° *Oppression matérielle, conditions d'existence et de travail rendues de plus en plus difficiles par l'élévation des normes de production. C'est bien là, semble-t-il, l'origine du mouvement qui, de ce point de vue, semble avoir obtenu satisfaction.*

2° *Oppression nationale et réaction de la masse populaire allemande contre les mesures imposées sous la protection ou au moins en la présence d'une puissance étrangère qui était encore l'ennemi d'hier. Il ne faut pas oublier, en effet, que la population de l'Allemagne de l'Est est celle qui a, dans son ensemble, soutenu le régime hitlérien jusque dans ses derniers jours, y compris ceux de la lutte contre l'armée soviétique (1). Les mesures contre lesquelles se sont élevés les manifestants du 17 juin ont certainement gagné en impopularité à être proposées par un gouvernement placé sous la protection de la puissance de l'U.R.S.S.*

3° *Oppression d'un appareil bureaucratique et policier issu cependant de la classe elle-même — le prolétariat — qui a essayé d'en secouer le joug. C'est là sans doute l'aspect le plus intéressant de ce mouvement de protestation car il permet de mieux discerner le caractère particulier que bientôt neuf ans de démocratie populaire ont imprimé à l'Allemagne de l'Est, et aussi ce qui la sépare de sa voisine, l'Allemagne de l'Ouest. En effet, l'Allemagne de l'Est donne l'exemple d'un Etat à structure économique libérée du capitalisme, mais qui a vu et laissé se développer en son sein un appareil bureaucratique et policier dont l'origine populaire et nationale reste malgré tout incontestable. Il semble*

(1) Tous les passages soulignés dans l'article de Peyraube le sont par nous.

bien que les populations de l'Allemagne de l'Est aient conscience de cette libération du capitalisme et de ce progrès vers un certain socialisme, car il est remarquable qu'à aucun moment à l'Est n'ait été réclamée une réunion immédiate à l'Allemagne de l'Ouest.

...L'Allemagne de l'Est tend à devenir un Etat prolétarien, même si — ce qui ne saurait surprendre qu'un stalinien bon teint, s'il en reste — cet Etat prolétarien forge lui-même les instruments de son asservissement. Or il est bien évident que cet Etat prolétarien, en tant que tel, n'a rien à gagner, et tout à perdre, à revenir au libéralisme économique actuellement triomphant à l'Ouest... La cogestion suppose que le prolétariat participe à la gestion de l'économie avec le capital, et que le prolétariat par là même reconnaît l'existence du capital et accepte son pouvoir. Une telle reconnaissance n'a aucune valeur à l'Est, où le capital privé n'existe plus.

...On peut remarquer que :

1° *Les mouvements de juin n'ont révélé aucune organisation générale de l'insurrection. On n'a pas assisté à la mise en place d'un appareil politique préparé à l'avance. On n'a pas publié un programme d'action qui permette de prévoir au mouvement des étapes successives.*

2° *De plus, les mouvements de juin 53 — et c'est là le symptôme le plus grave quant à leur signification profonde — ont eu pour promoteurs et acteurs des gens qui avaient assisté passivement, dans les années et les mois immédiatement précédents, à une injustice aussi criante que les persécutions antisémites. Si la conscience de classe, dans un peuple, ne peut se nourrir que d'un appel à la justice devant les injustices dont il est victime, on peut à bon droit douter du sens de la justice chez un peuple qui reste aussi indifférent au spectacle de l'injustice.*

LE TRIOMPHE D'ADENAUER A L'OUEST

...Les causes de la défaite — car c'en est une — du prolétariat de l'Allemagne de l'Ouest semblent résider dans l'aveuglement avec lequel le prolétariat et ses représentants les plus autorisés, les syndicats, ont refusé de prendre une attitude qui leur soit propre, et les distingue nettement des courants et des hommes politiques de droite, pour tenter uniquement d'offrir le moins de prise possible aux reproches de l'adversaire. Or prêter attention aux reproches qu'on vous adresse, c'est en politique faire œuvre négative, c'est reconnaître la consistance de ces reproches, c'est se placer sur le terrain de l'adversaire, c'est aller en conséquence au devant de la défaite.

Les syndicats allemands ont agi, devant la campagne d'Adenauer, comme s'ils craignaient trois principaux reproches :

1° *Reproche d'intervenir, en tant qu'organisme syndical, dans la vie politique...*

2° *Reproche de paraître trop rouges, trop proches du communisme. Ce reproche est un de ceux qui portent le plus en Allemagne de l'Ouest en raison des souvenirs rapportés soit par les anciens prisonniers en Russie, soit par les réfugiés de l'Est, mais en raison aussi du cléricanisme dominant le plus souvent la vie politique de l'Ouest, et pour lequel le communisme est l'ennemi numéro 1 d'une prétendue civilisation chrétienne dont le contenu est par ailleurs singulièrement élastique.*

3° *Reproche de se retrancher de la communauté nationale dont la cohésion s'exprime autour d'un seul homme. Ce souci d'orthodoxie nationale en Allemagne, et la facilité avec laquelle il vient à bout en chaque conscience de l'appartenance à une classe sociale, peut paraître surprenant à un Français. Mais il l'est beaucoup moins si l'on songe que l'Allemand n'a jamais vu chez lui de luttes de classes comme celles que nous avons connues, en France, de 1789 à 1936 en passant par 1830, 1848 et 1871.*

... Seulement, arrivé à ce point de notre analyse, il nous faudrait reprocher au peuple allemand d'avoir l'histoire qu'il s'est, après tout, forgée lui-même... Le gouvernement réactionnaire et libéral d'un Adenauer est l'obstacle majeur à la réunification de l'Allemagne, donc à l'entente de l'Est et de l'Ouest, donc à la paix du monde. C'est dans cette perspective que l'on ne peut que souligner le rôle capital que peut jouer dans les années qui viennent le prolétariat allemand, et souhaiter qu'il trouve en lui-même la force de le jouer.

LA CULPABILITE ALLEMANDE

Il paraîtra quelque peu outrecuidant d'opposer des éléments d'un problème que nous ne pouvons étudier par contact direct avec les textes et les hommes à un spécialiste de la langue et de la civilisation allemandes, dont nous estimons hautement la bonne foi et la générosité. Le sous-titre même des *Cahiers Pelloutier* invite cependant à la « recherche et à la libre discussion ». Notre intervention s'inspire du même esprit.

Une précaution préalable s'impose. Nous sommes payés pour mesurer l'étendue des maux causés par le nazisme et particulièrement par l'atroce antisémitisme. Nous voudrions cependant que l'on évitât la douloureuse évocation d'un passé que certaine démagogie exploite abusivement. Sinon il faut renoncer à tout débat objectif. A moins d'incriminer une « inhumanité » chronique et endémique du peuple allemand. Ce qui a évidemment l'avantage de simplifier le problème, sans d'ailleurs en augmenter les possibilités de solution. Une telle « philosophie de l'histoire » impose des principes qui justifient toutes les discriminations, toutes les dominations arbitraires. L'inhumanité du peuple allemand s'apparente à « l'infériorité » des indigènes africains, à la cruauté des Jaunes, à la servilité russe, au conformisme américain, même à la pseudo-instabilité politique française. Idées générales qui ne sont « justes », que lorsqu'elles sont fonction « de la raison du plus fort ».

Le peuple allemand doit expier les crimes qu'il a commis ou laissé commettre ? Oublie-t-on que l'expiation fut cette fois immédiate et très lourde ? Si elle ne fut pas assez efficace, c'est parce qu'elle fut imposée par la victoire et non par une répression équitable et universelle de tous les actes de « génocide ». On n'a pas le droit d'autre part de juger le silence imposé par une dictature comme de « l'indifférence au spectacle de l'injustice ». Sinon que faudrait-il penser des peuples russe et vassaux de la Russie ? et du peuple français qui accepte consciemment ou non les injustices dont il profite et ne s'émeut contre les autres que lorsqu'une pro-

pagande orientée et puissante les fabrique, les gonfle ou les exploite ?

Le phénomène hitlérien ne prendra-t-il pas dans l'histoire les caractères d'une monstrueuse purulence provoquée par une crise permanente et profonde ? Permanence d'un dynamisme économique dont la progression rapide s'est heurtée aux positions acquises par le vieux capitalisme de l'Europe occidentale et n'a guère favorisé la formation d'une classe bourgeoise « adulte » et « mûre » économiquement et politiquement (2). Profondeur de la crise mondiale de 1929 qui a gelé les capitaux américains placés aux centres moteurs de l'Allemagne que le chômage, la misère et le désespoir ont de nouveau bouleversée. L'hitlérisme : nationalisme hypertrophié, ne naquit-il pas de la fragilité de la nation allemande, son antisémitisme de la faillite de la finance internationale, son autarcie de la rupture avec le capitalisme américain ? Et si le problème se pose en de tels termes, la solution n'est-elle pas à rechercher dans des voies diamétralement opposées à celles de la Triple Entente de 1914, des Alliés de 1919, des négociateurs de Potsdam de 1945 ?

L'ALLEMAGNE ORIENTALE : ETAT SOCIALISTE ?

Peyraube énumère les causes de l'insurrection berlinoise de juin 1953. Nous renvoyons nos camarades au numéro de la *Révolution prolétarienne* de juillet-août 1953, où Manès Sperber, Gustave Stern et Paul Barton ont décrit, analysé, interprété le mouvement. Peyraube ne semble pas les contredire. Mais son jugement reste illusé par des illusions sur le régime de l'Allemagne orientale et son mépris du prolétariat allemand.

Nous avons entendu, avant juin 1953, un professeur stalinien affirmer que la population de l'Allemagne occidentale fut toujours plus réactionnaire que celle de l'Allemagne orientale. Nous entendons Peyraube affirmer que « la population de l'Est est celle qui a dans son ensemble soutenu le régime hitlérien, jusque dans ses derniers jours, y compris ceux de la lutte contre l'armée soviétique ». Jugements contradictoires qui reposent exclusivement tous deux sur la situation imposée par les lois de la guerre. On croirait, à écouter ces deux professeurs, que la division actuelle de l'Allemagne fut déterminée par un libre choix des populations. L'un néglige l'importance des forces socialistes et communistes (dans la Ruhr et dans la Rhénanie en particulier) sur les terres allemandes entre les Vosges et l'Elbe. L'autre méconnaît les traditions socialistes et les initiatives révolutionnaires du prolétariat de Berlin et de Saxe (c'est dans l'agglomération berlinoise que les spartakistes furent les plus nombreux en 1919, — c'est en Saxe que se constitua en 1923 le premier gouvernement socialo-communiste).

Les armées allemandes ont reculé simultanément là devant les armées russes ; ici devant les armées anglo-franco-américaines. La population de l'Est n'a pas soutenu le régime hitlérien plus que celle de l'Ouest. Elle a subi une invasion beaucoup plus

(2) Le capitalisme allemand en son développement monstrueux prenait un caractère cosmopolite. La grande crise allemande de 1923 l'obligea à appeler les capitaux américains. L'industrie électrique allemande — la plus importante après celle des Etats-Unis — était dominée par deux sociétés : la Société Générale d'Electricité et la Siemens-Schuckert. L'une et l'autre — même la dernière, cependant dirigée par des pangermanistes — étaient passées sous le contrôle financier du trust américain de la General Electric Cie, lorsque débuta la crise mondiale de 1929-1930.

